



DECLARATION LIMINAIRE CHSCT DU 13/10/2020

« A force de jouer la comédie, on finit par croire que la vie est une farce. »

Cette réplique d'Henri Jeanson dans les années 30, prend corps aujourd'hui.

En effet, en dépit d'une communication sans relâche pour affirmer l'inverse la politique gouvernementale sert avant tout, les intérêts privés et les ambitions personnelles, au détriment de l'intérêt général.

En France, dans un contexte social où le chômage, la précarité s'installent dans un climat rendu plus anxiogène avec la crise sanitaire, il est urgent que les services publics soient les garants de la justice sociale et de l'égalité des citoyens. Il faut pour cela, augmenter les moyens alloués à l'hôpital, à l'école, à l'université, pour la recherche mais aussi bien sûr au ministère des finances plutôt que de réduire toujours plus leurs capacités à répondre aux besoins de la population notamment pour les plus fragiles.

Ce service public, dont tous vantent le rôle fondamental, mais qui va être la cible privilégiée dans les mois à venir. En effet, le fameux « quoi qu'il en coûte » de Macron, ce sont les salariés, les privés d'emploi, les jeunes et les retraités qui vont le payer. Les milliards de cadeaux au Medef en sont la preuve. Nous savons déjà que les néo-libéraux vont ressortir le discours de la dette pour justifier les coupes claires dans le fonctionnement des services publics.

Les emplois, les missions des administrations de Bercy demeurent des cibles privilégiées. 2165 suppressions d'emplois en 2021, c'est trois fois Bridgestone. Faisant fi des besoins des usagers, à grands coups de communication auprès des élus, certains de nos directeurs, dont vous faites partie, ont continué d'œuvrer en préparant pour les collègues une rentrée indécente au regard de cette crise sanitaire et de l'investissement dont ils ont fait preuve ces derniers mois.

Nos Directeurs ont parlé de mise entre parenthèse s'agissant du projet mortifère de la NRP. Il s'agit désormais de rattraper le temps perdu. Avec méthode, vous prévoyez d'affaiblir le service public de proximité et de découper les missions en les transférant comme, par exemple, pour le recouvrement puis la fusion de ce qu'il restera.

Surfer sur les mots à la mode après avoir tenté l'incongru « démétropolisation » ne suffira pas à légitimer le sabordage de notre administration.

Comment pensez-vous que les agents puissent se sentir soutenus quand, dans le même temps leurs droits et garanties sont passés à la moulinette!

Quand vous limitez à 5 la possibilité de passer un concours!

Quand des prioritaires lauréats ne peuvent rejoindre leurs familles malgré des emplois vacants et que dans un même temps vous recrutez des contractuels!

Quand vous pensez pousser vers la sortie des fonctionnaires avec la mise en place de la rupture conventionnelle!

Quand vous réduisez l'amplitude d'ouverture au public l'obligeant ainsi à se presser tous les matins dans des files d'attente où la distanciation physique est quasi impossible!

Pour la CGT, l'administration, à l'instar du gouvernement, profite de ce moment de stupeur généré par la crise sanitaire, pour accélérer le démantèlement de la DGFIP.

Au nom de l'efficacité, elle vend ses réformes par le besoin de plus de proximité pour les usagers et les élus locaux. Et maintenant, elle se sert de la crise comme levier pour accélérer les changements de méthodes de travail et trier les missions prioritaires ou pas. De fait, chaque agent est menacé quelles que soient ses fonctions et sa localisation géographique. De plus, il se retrouve seul face à l'administration puisqu'il n'y a plus d'instances de recours avec la disparition des CAP.

La CGT FP 84 exige solennellement le retrait de ce projet NRP devenu anachronique.

De même, la loi de transformation de la fonction publique s'applique plus généralement dans notre ministère, sans répit, dans toutes ses composantes, dans tous les domaines, notamment, celles les plus difficiles pour nos collègues : la mobilité, l'avancement/promotion, les salaires et primes à l'image de la « prime COVID » injuste et opaque.

Ces règles arbitraires deviennent votre mode de gestion, souhaitez vous ainsi apporter une dose de « bien être au travail » ?